



**PRÉFÈTE  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale  
de la protection des populations**

DREAL-UD69-LL  
DDPP-SPE-AB/OG

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2023-88**  
**portant autorisation de changement d'exploitant du site de transit**  
**et regroupement de déchets dangereux situé**  
**2, chemin du Génie à Vénissieux**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45, R.181-47 et R.516-1 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 28 juillet 1997 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société SERPOL dans son établissement situé 2 chemin du Génie à Vénissieux ;

VU le porter à connaissance daté du 24 juin 2021, reçu le 22 juillet 2021, de la société SERFIM RECYCLAGE, filiale de SERPOL, transmis au préfet et à l'inspection des installations classées, proposant le changement d'exploitant pour le site exploité par SERPOL sur la commune de Vénissieux ;

VU la proposition de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées transmise par courriel le 17 mars 2023 ;

VU la lettre du 23 mars 2023 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la société SERFIM RECYCLAGE justifie disposer des capacités techniques et financières nécessaires pour exploiter l'installation ;

CONSIDÉRANT que la société SERFIM RECYCLAGE justifie des garanties financières prévues à l'article R.516-1 5e du code de l'environnement et dont les montants à la date d'autorisation du site sont définis à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 août 2019 ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu de prendre un arrêté préfectoral complémentaire dans les conditions de l'article R.181-45 du code de l'environnement afin d'acter le changement d'exploitant du site ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Changement d'exploitant**

La société SERFIM RECYCLAGE dont le siège social est situé 2 chemin du Génie à Vénissieux (69 200) (Siren n°392 928 826) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à se substituer à la société SERPOL, dont le siège social est situé 2 chemin du Génie à Vénissieux (69 200) (Siren n°326 233 913) afin d'exploiter sur le territoire de la commune de Vénissieux les installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 28 juillet 1997 modifié susvisé, situées 32 allée de Tache Velin à Vénissieux.

La société SERFIM RECYCLAGE devient titulaire de tous les arrêtés d'autorisation et autres actes administratifs et des obligations et responsabilités découlant de l'application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement concernant ces installations.

### **Article 2 – Garanties financières**

Les obligations de constitution de garanties financières prévues à l'article R.516-1 5e du code de l'environnement et dont les montants à la date d'autorisation du site sont définis à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 août 2019 s'appliquent à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté à la société SERFIM RECYCLAGE.

### **Article 3 – Information des tiers**

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vénissieux et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Vénissieux pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Vénissieux fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 4 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1<sup>er</sup> jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

## Article 5


La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de Vénissieux, chargé de l'affichage prescrit à l'article 3,
- à l'exploitant.

Lyon, le

**25 AVR. 2023**

La Préfète,

  
Le sous-préfet,  
**Secrétaire général adjoint**

**Julien PERROUDON**

